

JEUDI 16 AVRIL 2009 LIBÉRATION

Agapes ♦ Le Président déjeunait hier avec des parlementaires de toutes tendances.

Sarkozy se voit en maître du monde

Festival de «moi je» hier à l'Élysée. De l'entrée au dessert, des tomates mozzarella à la mousse aux éclats de fruits et de chocolat, la vingtaine de parlementaires de tous bords conviés à déjeuner par le chef de l'Etat pour discuter régulation du capitalisme et paradis fiscaux ont eu droit, selon un convive, à «du Nicolas Sarkozy à 200%, c'est-à-dire étrangement proche de sa propre caricature. On était en petit comité mais il parlait comme à la télé ou à un meeting de l'UMP!»

Ces députés et sénateurs que recevait le président de la République font partie d'un groupe de travail original constitué en novembre pour réfléchir sur la crise financière internationale. Ce club composé de 12 députés et 12 sénateurs, a donc décidé à l'issue du déjeuner de se baptiser «G24». «Le G24 est bicaméral et multipartis», résume Hervé Mariton (UMP), qui est avec Jean-Pierre Brard (apparenté communiste), Jean-Pierre Chevènement (MRC), Henri Emmanuelli (PS) ou Nicolas Perruchot (Nouveau Centre) un des piliers de cet aréopage placé sous la double responsabilité des deux présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, le socialiste Didier Migaud et le centriste Jean Arthuis.

Obama. Arrivé un peu en retard dans la petite salle à manger, le Président «a tenu sa promesse de nous informer du contenu du G20. Il nous reverra avant le prochain conseil européen de juin», raconte un participant. Et s'il «a été plus bavard que d'habitude», il a mené son briefing tambour battant, tutoyant les uns, charrant les autres, tout en tapotant ses SMS, ravi de se mirer dans la vitrine de cette mini-union sacrée face à la crise.

En plat de résistance, les premiers pas de Barack Obama sur la scène internationale. «Obama est un esprit subtil, très intelligent et très charismatique. Mais il est élu depuis deux mois et n'a jamais géré un ministère de sa vie. Il y a un certain nombre de choses sur lesquelles il n'a pas de position», assure Nicolas Sarkozy. Et il «n'est pas toujours au niveau de décision et d'efficacité», dont lui-même ferait preuve. Exemple: la taxe carbone. Compte rendu, version Sarkozy, de son échange avec Obama sur le sujet: «Je lui ai dit: "Je crois que tu n'as pas bien compris ce qu'on a fait sur le CO₂. Tu



Hier, à l'Élysée, Henri Emmanuelli (au centre) entouré de Nicolas Perruchot (à gauche) et Jean-Pierre Brard (à droite). PHOTO LAURENT TROUDE

as fait un discours, il va falloir des actes." Le pack énergie-climat que j'ai fait adopter sous la présidence française [de l'Union européenne, ndr] prévoit en 2020 une baisse de 20% des rejets de 1990. Nous, en Europe, il y a des sanctions contre les Etats et les entreprises. Lui, il s'engage seulement à revenir au niveau de 1990 et il n'y a pas de sanction.»

Nicolas Sarkozy tape aussi sur José Manuel Barroso, le président de la commission européenne, «totalement absent du

G20». Angela Merkel? «Quand elle s'est rendu compte de l'état de ses banques et de son industrie automobile, elle n'a pas eu d'autre choix que de se rallier à ma position», s'autocongratule le Président.

Après ce compte rendu très personnel du G20, on passe aux choses sérieuses: la régulation du système bancaire et les paradis fiscaux. Nicolas Sarkozy propose de «créer un véhicule pour mutualiser les actifs pourris des établissements ban-

caires», afin de ne pas refaire comme naguère avec le Crédit lyonnais une bad bank chargée d'écouler les actifs douteux. En même temps, il fait l'éloge de la titrisation, pourtant à l'origine de la crise américaine. «Il y a eu des excès, mais il faut la faire repartir», lâche Sarkozy. Henri Emmanuelli objecte un «ça se discute». «Henri, toi qui as été banquier, tu le sais très bien. La titrisation a permis le développement du monde depuis vingt ans», réplique le chef de l'Etat. «Je vais exiger de la Commission européenne que les banques aidées ou nationalisées cèdent des actifs, comme j'ai été obligé de le faire quand j'ai acheté 22% du capital d'Alstom», poursuit-il, évoquant l'opération qu'il avait réalisée en 2004 lors de son passage au ministère de l'Économie.

Le centriste Jean Arthuis s'inquiète du coût pour le contribuable? «S'il y avait une solution plus simple, je pense qu'on me l'aurait dite», appuie Sarkozy. Quand Jean-Pierre Brard tente une percée sur le terrain du pouvoir d'achat, il se fait aussi-

tôt rembarquer: «On ne va pas parler de ça. On ne va pas retomber dans la politique politicienne!»

Au moment du dessert, Nicolas Sarkozy se fait servir «une compote de pomme comme un enfant», s'étonne le député (Verts) François de Rugy. En guise de douceur, le président de la République ne résiste pas à informer ses convives que «le gouvernement espagnol vient

«**L'important dans la démocratie, c'est d'être réélu. Regardez Berlusconi.»**

Nicolas Sarkozy aux parlementaires qu'il recevait hier

d'annoncer la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. Et vous savez qui ils ont cité en exemple?» «On peut dire beaucoup de choses sur Zapatero», remarque Emmanuelli. «Il n'est peut-être pas très intelligent. Moi j'en connais qui étaient très intelligents et qui n'ont pas été au second tour de la présidentielle», s'amuse Sarkozy en allusion à Lionel Jospin. Avant de revenir à son sujet de prédilection:

«D'ailleurs, dans ma carrière politique, j'ai souvent battu des gens dont on disait qu'ils étaient plus intelligents et avaient fait plus d'études que moi.» «On a pensé à Villepin», lâche un convive. Conclusion du Président: «L'important dans la démocratie, c'est d'être réélu. Regardez Berlusconi, il a été réélu trois fois.»

«**Bolchevik.** Avant de se séparer, le locataire de l'Élysée a promis aux élus du «G24» de les inviter pour un quatrième déjeuner en juin. Les deux premiers ont eu lieu début novembre 2008 et le 30 mars dernier. Incorrigible

provocateur, Jean-Pierre Brard n'a pas pu s'empêcher de faire remarquer au rapporteur (UMP) du budget au Sénat, Philippe Marini, qui prônait la régulation qu'il allait «lui aussi devenir bolchevik». «J'ai toujours été antibolchevik!» s'est défendu le sénateur de l'Oise. «Et cette cravate rouge?» lui a répliqué le député de Seine-Saint-Denis.

♦ MATTHIEU ÉCOIFFIER et FRANÇOIS WENZ-DUMAS

Des ministres sermonnés

Séance recadrage, hier à l'Élysée. Lors du Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy a jugé «ridicules et décalés aux yeux des Français» les «positionnements ou les états d'âme» de certains membres du gouvernement «dans la presse», à propos de leurs souhaits de nouveaux portefeuilles. «Le président de la République a tenu à dire aux membres du gouvernement que les Français traversaient actuellement une période difficile et que le rôle du gouvernement dans cette période, c'était d'être concentré sur les préoccupations des Français», a rapporté Luc Chatel, porte-parole du gouvernement. Selon lui, Nicolas Sarkozy «a demandé à ses ministres du sang-froid, du calme, de la maîtrise».